


POUR

pour écrire la liberté

Comme un phare dans la nuit

Posté le [23 octobre 2018](#) Une chronique par  [Alain Tihon](#)



J'ai souvent la très nette impression de me sentir plongé dans un monde cauchemardesque où la réalité n'a plus de raison d'être, où elle se transforme en un gigantesque mensonge, où la perception des événements que me donnent mes sens et mon intelligence ne peut s'exercer, n'est autorisée, ne peut passer qu'au travers les filtres d'une subjectivité égocentrique, égotique et hédoniste imposée par les oukases des *spin doctors* de la croissance, de la consommation et d'une fabrique des émotions les plus superficielles.

Qu'il s'agisse du climat, de la finance, de la démocratie, du « vivre ensemble », le Titanic paraît bien foncer sur l'iceberg, bien visible, qui va le détruire et tout le monde débat de la manière de ranger les transats sur les ponts. Il y a de quoi devenir fou !^[1] L'imbécillité règne en maître et les foules se prosternent pour l'adorer, surtout depuis que la déesse bêtise s'est faite chair en s'incarnant dans Donald Trump et rameutant ses semblables.

Heureusement, des phares viennent percer la nuit et réchauffer le cœur. Le prix Nobel de la Paix décerné récemment à Nadia Murat et Denis Mukwege est de ceux-là. Il n'est pas le seul. Le récent rapport du GIEC relance et conforte ces milliers d'initiatives qui jaillissent localement, partout dans le monde, et toutes ces ONG qui travaillent avec acharnement pour construire une terre plus conviviale. Il accélère à point nommé une prise de conscience, déjà très large, sur la trajectoire sociétale mortifère et sur la nécessité urgente de changer radicalement de direction. Les jeunes savent qu'ils paieront chèrement le « non-agir » et exigent le changement.

Je voudrais donc rompre quelques lances en faveur de cette belle lutte contre le réchauffement climatique. Loin d'être pénible, ce combat est une formidable opportunité pour les entreprises, pour les entrepreneur(e)s qui osent rêver et ont la volonté de réaliser leurs rêves, pour les citoyens, les pouvoirs publics, les administrations, les politiques... Bref, un beau défi à la créativité de toutes celles et de tous ceux qui veulent et qui osent réenchanter le monde. La bataille implique nécessairement une prospérité partagée[2] avec une nouvelle vision de la gouvernance qui soit libérée d'un impératif de croissance à tout prix et orientée vers la défense du bien commun, notion qui est d'ailleurs à redéfinir, car elle est différente du bien-être collectif et n'est pas la somme des intérêts particuliers.

Elle pose à cet effet 3 questions essentielles qui nécessitent un débat approfondi.

1. Comment arriver à une prospérité partagée dans une société plurielle alors que la politique reste basée sur l'image, l'émotion, les sondages ?
2. Comment équilibrer les intérêts des individus et le bien commun ?
3. Comment transformer l'État en partenaire de cette évolution? Par quels mécanismes ?

La lutte sera difficile, car elle se heurte à des obstacles formidables tels la résistance au changement, l'enracinement des *nimby* et l'existence de nombreuses chapelles chacune avec « sa » vérité. Son objectif stratégique est de réaliser une transition vers une prospérité sans croissance. Dans son livre éponyme [3], Tim Jackson formule justement 12 propositions en ce sens. Elles sont, ne l'oublions pas, le résultat d'une très large consultation des acteurs de la société britannique. Elles sont regroupées en 3 thèmes : fixer des limites à la consommation de ressources et à la production de déchets, définir une nouvelle macro-économie et changer la logique sociale.

Reprenons-en brièvement l'énumération.

- Les limites intégrées à la fois dans le fonctionnement économique et social
 1. Fixer des plafonds pour la consommation de ressources, les émissions polluantes et la production de déchets.
 2. Mettre en œuvre une fiscalité orientée vers la durabilité : taxes sur le carbone, les mauvais comportements tant chez les particuliers que dans l'agriculture, le transport, l'industrie, les services...
 3. Transfert de ressources et de technologies et support vers les pays en développement...
- Bâtir un modèle macro-économique dont la stabilité ne repose pas sur une consommation sans cesse croissante de biens et services matériels et un flux de ressources en expansion.
 1. Une macro-économie écologique : comprendre le comportement d'une économie fonctionnant dans les limites imposées par des ressources limitées avec différentes configurations de consommation, d'investissements et de croissance de l'emploi et de la productivité.
 2. Investir dans l'emploi, les actifs et les infrastructures : l'isolation des bâtiments, les technologies du renouvelable, les réseaux de distribution de l'électricité, les transports et les espaces publics, la protection et la maintenance des écosystèmes...
 3. Prudence financière et fiscale : réaliser une réforme en profondeur des marchés financiers aux plans national et international.
 4. Revoir les comptes nationaux en mettant fin au règne du PNB

- Construire une logique sociale basée sur une logique de prospérité.
 1. Partage du temps de travail de manière à défaire le lien serré existant actuellement entre la production et le temps de travail.
 2. S'attaquer aux inégalités systémiques via la structure de la taxation.
 3. Mesurer les capacités des individus et des groupes à prospérer de façon à disposer d'outils de gestion et de décision.
 4. Renforcer le capital social: investir dans les espaces publics, le soutien aux initiatives locales, l'éducation, la culture...
 5. Démanteler la culture du consumérisme qui se manifeste au travers d'une multitude de mécanismes complexes qui nous encouragent à nous exprimer, à rechercher notre identité et du sens via les biens matériels.

Ces 12 propositions ne donnent pas une recette qu'il suffirait d'appliquer ni ne décrivent concrètement ce que serait cette prospérité sans croissance. Pour cela, elles doivent être travaillées et approfondies dans leurs différentes dimensions et implications. Mais elles possèdent en l'état l'immense mérite d'offrir un cadre cohérent et complet dans lequel inscrire les travaux, recherches et expériences en cours pour changer la trajectoire du système sociétal. Elles forment ce qu'on pourrait appeler le référentiel opérationnel de la transition[4]. Il est difficile de comprendre pourquoi d'aucuns n'arrêtent pas de se tâter, discutent, tournent autour, doutent de leur *imprimatur* idéologique, prêchent exclusivement pour leur chapelle..., alors qu'il faudrait les prendre à bras le corps et se focaliser concrètement sur leur réalité et la manière de les mettre en œuvre.

Elles sont éminemment politiques au sens le plus noble du terme. Dans une chronique précédente, « Un inconnu qui dérange », j'ai expliqué que ni la droite libérale ni la social-démocratie n'offraient de réponses crédibles à l'entrelacs de crises que nous vivons et qui se focalisent dans le réchauffement climatique. J'ai écrit qu'il était temps d'explorer un continent inconnu qui se situe résolument au-delà des enfermements traditionnels. J'ai souligné que cette exploration se devait de partir de la réalité de notre monde et non des idéologies en proposant 6 axes qui sont, à mon sens, essentiels pour entreprendre cette démarche.

J'aimerais la compléter par 3 réflexions. La première concerne la place et le rôle de l'État qui doit devenir un « *État partenaire* », thème développé par Olivier De Schutter[5]. Dans ce partenariat, il convient d'accorder une attention toute particulière à une fonction essentielle de l'État, celle de gardien de l'équilibre des intérêts. Il ne s'agit pas de mettre en place des structures législatives et administratives lourdes et compliquées, mais de savoir comment conserver bien éveillées une volonté et une capacité d'influence, de correction et de sanction, un peu comme un voilier garde le cap en profitant des vents.

Une seconde idée est de garder à l'esprit la différence entre l'outil et l'usage qui en est fait. On en revient à la langue d'Ésope, la meilleure et la pire des choses. Une bêche est bien utile pour son jardin, elle peut aussi servir d'arme. Pour prendre un autre exemple, qui risque de fâcher, les bourses sont des outils bien pratiques, mais tout dépend de leur usage et de leur contrôle.

La troisième réflexion porte sur les lobbies. Le fait est qu'ils existent depuis la nuit des temps. Les détenteurs d'intérêts partisans ont toujours essayé d'influencer le Prince en leur faveur en s'immisçant dans son entourage ou en plaçant auprès de lui des conseillers dévoués à leurs causes.

Les démocraties n'en furent pas exemptes où d'aucuns attendaient le passage des élus dans le vestibule (le *lobby*) précédant la salle des débats pour les entretenir et en gagner les faveurs. Le *lobbying* a son utilité car il peut contribuer à attirer l'attention sur des intérêts légitimes mais complètement négligés. La difficulté réside dans la définition de ce qu'on entend par « intérêts légitimes » et surtout dans la maîtrise des abus. Et il semble bien qu'actuellement, les lobbyistes (industries, finance, services, ONG, mouvements citoyens...) aient envahi tous les niveaux de pouvoir, tant nationaux qu'internationaux, et obèrent en réalité les processus démocratiques. Les lobbies sont connus. Il existe un Registre de transparence au niveau de l'Union Européenne et nombre de sites les recensent[6]. Les répertoires ne suffisent pourtant pas pour en contrer les excès comme le montrent quelques exemples récents : le glyphosate, le rejet des propositions de l'ex-commissaire Barnier pour le contrôle des banques, les GAFAs avec le droit d'auteur, le contrôle des semences, les Big Four[7] conseillant la Commission européenne en matière de fiscalité alors qu'ils aident par ailleurs toutes les multinationales à échapper à l'impôt... Le problème est crucial et mérite d'être remis sur le métier. La piste d'une information claire et systématique de la part des médias et des intervenants eux-mêmes (fonctionnaires, élu(e)s, cabinets, ministres...) quant à l'intervention des *lobbies* au cours d'un processus législatif ou réglementaire nous semble intéressante à creuser. Il ne s'agit pas d'interdire le *lobbying*, mais bien de permettre aux citoyen(ne)s de voir à quelle sauce ils risquent d'être mangés... et d'en changer l'assaisonnement avant qu'il ne soit trop tard.

Des phares se dressent en nombre croissant pour baliser la nuit. Le Consensus de Washington [8] n'apparaît plus comme une fatalité. Nous commençons à réaliser que nous ne sommes pas condamnés à vivre sous son égide. Le travail est certes important, colossal même. Ce sera un très dur combat, mais l'aube est pleine de promesses.

Alain Tihon

[1] Par exemple, Nicolas Hulot démissionne, réactions en surface, quasi rien sur le fond. L'enjeu du réchauffement climatique et de ses conséquences est absent des interviews de rentrée des Présidents des partis traditionnels en Belgique francophone (CDH, PS et MR) données dans le Soir en août 18.

[2] Prospérité = d'une part, la satisfaction des besoins matériels de base pour tous et, d'autre part, la capacité pour les hommes et les femmes de mener une vie personnelle et collective épanouissante dans le respect de la prospérité des autres et des limites qu'impose la finitude de la planète

[3] *Prosperity without growth*, Jackson Tim, Earthscan, 2009, London

[4] cf. le chapitre sur le référentiel opérationnel dans *La main invisible*, Alain Tihon, 2016, Tihon Alain, éditeur

[5] Mouvement de la transition (http://www.retrouversonnord.be/les_mouvements_de_la_transition.htm). cf. également le chapitre sur le référentiel culturel dans *La main invisible*, op cit.

[6] Registre de transparence (https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/service-standards-and-principles/transparency/transparency-register_fr), Powerbase (http://powerbase.info/index.php/Main_Page), Spinwatch (<http://spinwatch.org/>), SourceWatch (<https://www.sourcewatch.org/index.php/SourceWatch>), Project censored (<https://projectcensored.org/>), Corporate Europe Observatory (<https://corporateeurope.org/>)

...

[7] Price Waterhouse Coopers (PwC), Ernst & Young (EY), KPMG et Deloitte.

[8] Il a présidé à la révolution néolibérale en proclamant la liberté des capitaux, du commerce, la diminution des impôts et la privatisation de l'État.